



LES CROISÉS DU NUMÉRIQUE

La technologie comme arme anticorruption

Chris Wellisz

Oleksii Sobolev était gestionnaire de fonds le jour et militait en faveur de la démocratie la nuit. Après le travail, il quittait son bureau de Kiev chez Dragon Asset Management et se joignait à la foule massée sur la place de l'Indépendance pour exiger la démission d'un président jugé corrompu. Sobolev distribuait de la nourriture et aidait au nettoyage de la place. Quand la police a commencé à tirer sur les manifestants, il a rapporté des pneus qui ont été brûlés pour créer un rideau de fumée protecteur.

« Le mot d'ordre était « le feu sauve des vies », se rappelle Sobolev.

Le président ukrainien a fini en exil et Sobolev a arrêté la gestion de patrimoine et accepté un poste de conseiller non rémunéré pour aider à restructurer les entreprises publiques. Quatre ans plus tard, il a mis ses compétences au service de la lutte contre la corruption, un fléau qui continue de sévir dans ce pays d'Europe de l'Est comptant 44 millions d'habitants. En 2016, l'Ukraine se classait au 131^e rang sur 176 pays selon l'indice de perception de la corruption publié par Transparency International.

L'équipe de militants de Sobolev a créé un système d'enchères électronique qui a rendu plus transparentes les ventes notoirement opaques d'actifs publics (prêts bancaires, déchets métalliques, etc.). Durant les 13 premiers mois, ce système appelé ProZorro.Sale a brassé 210 millions de dollars, presque autant que ce qu'avaient rapporté les ventes liées aux privatisations au cours des cinq années précédentes, affirme Max Nefyodov, premier vice-ministre de l'Économie ukrainien. C'est un ballon d'oxygène non négligeable pour l'État à court de liquidités.

Sobolev appartient à une nouvelle génération de jeunes idéalistes qui utilisent les technologies numériques pour promouvoir la transparence et l'intégrité. Tout comme les portables et les réseaux sociaux ont contribué à l'émancipation des soulèvements populaires d'Ukraine jusqu'en Tunisie, les technologies du XXI^e siècle (chaînes de blocs, mégadonnées) constituent des armes puissantes contre la corruption, un phénomène qui remonte au moins au premier siècle avant notre ère, quand Jules César s'assurait le titre de pontife suprême en graissant la patte aux électeurs.

À l'échelle mondiale, on estime que le coût des seuls pots-de-vin atteint jusqu'à 2.000 milliards de

dollars par an, soit à peu près le PIB de l'Italie et plusieurs fois les 142 milliards de dollars de l'aide au développement. Mais le prix de la corruption au sens large est bien plus élevé ; d'après « Corruption: Costs and Mitigating Strategies », une étude du FMI parue en 2016, elle décourage l'investissement privé, au détriment de la croissance économique. Les fonctionnaires corrompus ont recours aux deniers publics pour financer des projets dispendieux qui entraînent le versement de pots-de-vin et siphonnent les budgets qui pourraient être consacrés à la santé, à l'éducation et à d'autres services en faveur des pauvres. En outre, dans une société où il est plus important d'avoir des relations que de faire des études, les jeunes ne sont guère incités à acquérir de nouvelles compétences.

« Dans les pays moins corrompus, le taux de croissance, le PIB et l'indice de développement humain des Nations Unies (qui mesure par exemple l'espérance de vie et les années de scolarisation) sont plus élevés », indique Susan Rose-Ackerman, qui enseigne le droit à Yale et étudie l'économie politique de la corruption.

C'est pour cette raison que des institutions financières internationales comme le FMI et la Banque mondiale aident les gouvernements à combattre la corruption en améliorant la transparence, la responsabilité et le renforcement des institutions. Cette offensive anticorruption ouvre des perspectives aux entreprises technologiques : le groupe Bitfury, par exemple, a signé un contrat avec la République de Géorgie pour enregistrer des titres fonciers en recourant aux chaînes de blocs. Cette technologie sert à la fois de moyen d'échange (d'argent ou d'informations) et de base de données enregistrant automatiquement les transactions. Les enregistrements sont cryptés et stockés dans un réseau d'ordinateurs, plutôt que centralisés, afin qu'ils ne puissent pas être modifiés ou volés.

Certaines jeunes pousses proposent leurs services à des organismes caritatifs ou des gouvernements. C'est le cas de la société dubloise AID:Tech, à l'origine d'une plateforme garantissant l'intégrité des dons et des prestations sociales.

« Je connais pas mal de gens qui aimeraient donner mais y renoncent faute de savoir où va l'argent », explique Joseph Thompson, PDG et cofondateur d'AID:Tech.



Depuis Kiev, en Ukraine, Oleksii Sobolev s'emploie à rendre l'administration plus transparente.

L'idée de créer cette société lui est venue en 2009, lors d'un événement caritatif. Il effectuait une course de près de 250 kilomètres dans le Sahara pour collecter de l'argent en faveur d'enfants nécessitant des opérations de chirurgie réparatrice. Quand il a demandé à l'association organisatrice si les fonds avaient bien été versés aux bénéficiaires prévus, elle n'a pas été en mesure de le lui prouver.

Titulaire d'une maîtrise en commerce, en monnaies électroniques et en informatique, Thompson s'est mis en tête de faire en sorte que les dons ne « s'égarant » plus et il a trouvé la solution : les chaînes de blocs ou technologie des registres distribués. Conçue au départ pour stocker et échanger des bitcoins (cryptomonnaie), cette technologie a été adaptée à divers usages.

« Si vous pouvez accéder à un bénéficiaire final sur la chaîne de blocs, c'est directement par son compte bancaire », déclare Thompson. Les dons vont directement au bénéficiaire, sans intermédiaires ; ma société fournit la technologie, mais ne manipule pas d'argent. « Il n'y a plus de fraude, plus de personnes réclamant de prestations pour des parents décédés ou des frères et sœurs ayant émigré. »

La Croix-Rouge irlandaise a accepté d'expérimenter la solution de Thompson, avec un programme destiné à distribuer de l'aide aux Syriens réfugiés au Liban : chaque bénéficiaire se voyait remettre un petit badge portant un code QR, un genre d'étiquette à lecture optique. L'argent était déduit lorsque

les cartes étaient lues aux caisses des supermarchés. Quelque 500 coupons électroniques d'une valeur de 20 dollars chacun ont été souscrits au Liban et pas un cent ne s'est perdu en chemin.

« Les résultats ont été fantastiques », assure Daniel Curran, responsable de la collecte de fonds pour la Croix-Rouge irlandaise. À l'aide d'un tableau de bord mis au point par Thompson, il a suivi les dépenses de chaque bénéficiaire en temps réel, récoltant ainsi de précieuses informations sur leurs besoins. (Il a constaté avec surprise que les réfugiés qui devaient être réinstallés en Irlande achetaient des produits d'hygiène dentaire plutôt que des vêtements d'hiver.)

Ces moyens techniques permettent aussi aux organismes caritatifs de séduire des donateurs plus jeunes adeptes du smartphone et donc de moins dépendre des campagnes de vente directe. Au final, c'est plus d'argent qui va aux personnes dans le besoin.

« Le système est moins cher, plus transparent et plus efficace, à la fois pour récolter des dons, mais aussi pour s'assurer qu'ils sont bien acheminés aux bénéficiaires », conclut Curran.

AID:Tech se développe rapidement et décroche des marchés comme fournisseur de logiciels pour l'envoi de fonds en Serbie, le paiement d'allocations sociales en Jordanie ou le versement d'aides aux femmes sans abri en Irlande. La société lève entre 3 et 5 millions de dollars auprès des investisseurs et prévoit d'ouvrir des bureaux à Singapour et à Dubaï ; elle s'est

fixé comme objectif d'avoir au moins 100.000 personnes sur la plateforme d'ici juin.

Thompson n'hésite pas à dire que les bonnes œuvres doivent rapporter : « Nous sommes une entreprise à but lucratif, mais nous exploitons la technologie pour remédier à certains des problèmes les plus importants de la planète. » La plateforme peut être utilisée par les gouvernements et les organismes sociaux du monde entier, avec une clientèle se chiffrant potentiellement en milliards.

Le stockage numérique sécurisé des documents constitue une autre application prometteuse des chaînes de blocs.

« Cette technologie est réellement puissante, car elle nous offre quelque chose que nous n'avions pas dans le monde numérique », explique Gonzalo Blousson, cofondateur et PDG de Signatura, une plateforme permettant à des utilisateurs multiples de signer et d'authentifier des documents. « L'information numérique est facile à modifier. Les chaînes de blocs nous offrent l'immutabilité. »

Blousson travaille avec Córdoba, la deuxième ville d'Argentine, qui vient d'adopter une loi obligeant les responsables publics à remplir des déclarations financières. Les chaînes de blocs en garantissent à la fois la visibilité par le public et l'inaltérabilité.

Blousson et son équipe ont aussi eu recours à ces chaînes pour construire une plateforme de passation de marchés appelée Teneris, utilisable par les entreprises et les administrations voulant lancer des appels d'offres pour la fourniture de biens et de services, sachant que ces procédures sont souvent exposées au risque de pots-de-vin et de truquage des offres.

Mais les chaînes de blocs ont leurs limites, avertit Beth Noveck, une enseignante de l'université de New York spécialisée dans les technologies améliorant la transparence des administrations. La corruption se produit aussi après l'attribution des marchés, quand une entreprise du bâtiment utilise des matériaux de mauvaise qualité pour réaliser des économies, par exemple.

Et c'est là qu'interviennent les mégadonnées, un outil d'investigation prometteur selon Noveck. Avec cette technologie, il est possible d'agréger les données sur les dépenses publiques et sur la passation des marchés pour détecter des signes de gaspillage, de fraude ou de corruption. Pour reprendre l'image utilisée par Noveck, « on peut identifier la personne dont le beau-frère décroche un peu trop de marchés ».

Savoir mobiliser les citoyens fait aussi toute la différence, ajoute Noveck, qui est avocate de formation et dirige le Governance Lab à l'université de New York. C'est précisément ce que font des gens comme Diego Mendiburu. Ancien journaliste et passionné de technologies, il a réuni une équipe de programmeurs pour

mettre au point une application mobile qui permet aux Mexicains de signaler les services publics laissant à désirer. Les utilisateurs peuvent filmer avec leur téléphone et partager leurs petites vidéos montrant des nids de poule attendant d'être bouchés ou des arbres abattus illégalement. L'objectif est de dénoncer des agents publics pour les forcer à prendre des mesures.

L'application, intitulée Supercivicos, utilise le GPS pour déterminer la date et le lieu des prises de vue et constitue une base de données. Les enregistrements peuvent servir à des groupes de la société civile ou des organismes gouvernementaux pour identifier les services posant problème et trouver des solutions.

Mendiburu veut faire des utilisateurs des journalistes-citoyens engagés : « Il ne s'agit pas seulement de pointer des dysfonctionnements, mais aussi de raconter des histoires, indique-t-il. Il nous semble que ce projet peut s'exporter vers d'autres pays d'Amérique latine. »

En Ukraine, les dirigeants de ProZorro.Sale ont des ambitions comparables (ProZorro est un jeu de mots

« On peut identifier la personne dont le beau-frère décroche un peu trop de marchés. »

combinant « transparence » en ukrainien et Zorro, le héros de fiction mexicain qui défendait les pauvres contre les fonctionnaires corrompus). En décembre, la branche ukrainienne de Transparency International était en discussion avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) en vue d'adapter le système pour l'utiliser ailleurs en Europe.

Les technologies numériques, bien qu'efficaces, peuvent naturellement être contrecarrées par les gouvernants, dont le soutien est nécessaire dans la lutte contre la corruption des agents publics. À la fin de l'année dernière, la Banque mondiale et le FMI ont critiqué l'Ukraine, l'accusant de saboter son agence nationale de lutte contre la corruption et, malgré ses promesses, de n'avoir pas créé de juridiction indépendante pour juger les affaires de corruption.

Comme le résume Viktor Nestulia, directeur du programme des projets innovants à Transparency International Ukraine, « les outils numériques sont importants, mais les institutions le sont bien plus encore ». **FD**

CHRIS WELLISZ est membre de la rédaction de *Finances & Développement*.